ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 octobre 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits en intérêts allemands, a donné en sa séance du 31 octobre 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e October 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwer van wet betreffende de sequestra tie en de liquidatie van de Duit se goederen, rechten en belanger heeft ter zitting van 31 Octobe 1950 het volgend advies gegeven:

Article 7 - (du projet)

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er permet à l'Office de mettre sous séquestre, indépendamment de l'appropriation du titre, certains intérêts possédés par l'Etat allemand ou des ressortissants allemands.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition est interprétative de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et propose, par conséquent, de l'insérer dans la section première du projet. Elle constituera l'article 2 du texte proposé ci-après.

Alinéa 4.

Cet alinéa, de même que l'alinéa 5, organise la mainlevée de l'opposition prévue à l'alinéa 2.

Aux termes de l'article 3 de l'arrêté-loi du 23 août 1944, l'Office doit être assigné en mainlevée du séquestre "devant le tribunal de première instance du lieu dans lequel se trouvaient les biens ennemis lors de la mise sous séquestre".

En l'occurrence, l'action en mainlevée n'est pas dirigée contre une mise sous séquestre, mais contre une opposition formée par l'Office, sur des titres au porteur. La détermination de la compétence "ratione loci" est de nature à soulever de sérieuses difficultés.

Diverses solutions sont possibles pour les éviter. L'action en mainlevée pourrait être portée devant le tribunal du lieu où l'opposition a été formée par l'Office, soit devant le tribunal du siège de la société émettrice.

.../...

Article 15 - (du projet)

Il ne peut entrer dans l'intention du gouvernement d'exclure du bénéfice de l'article 15 les ressortissants allemands qui auraient, au moment de la publication de la loi, leur principal établissement en Belgique, dans une région qui n'a pas été soumise de force à la loi allemande.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots : "à la condition que ces ressortissants y aient" par les mots "à la condition que ces ressortissants aient en Belgique...".

Article 18.- (du projet)

Les termes "frais généraux d'administration" sont trop restrictifs. Ils semblent exclure les frais engagés en vue de la liquidation. Le Conseil d'Etat propose un terme plus large : "frais généraux".

Article 19 - (du projet)

L'alinéa 1er n'indique pas la forme dans laquelle l'Etat notifiera à l'Office sa décision d'acquérir certains biens sous séquestre; si l'on désire éviter des contestations au sujet de la validité d'une notification faite par l'Etat, il importerait d'en préciser la forme.

.../...

Article 21 - (du projet)

D'après le projet, lorsque l'Office estime "que la valeur de l'actif séquestré est inférieure au montant du passif", il peut lever le séquestre; il se borne, dans ce cas, à avertir les créanciers et le procureur du Roi.

La législation belge n'a pas prévu de procédure réglant la déconfiture. Lorsque les biens séquestrés n'appartiennent pas à un commerçant, la solution envisagée par le gouvernement est de nature à compromettre l'égale répartition de l'avoir entre les créanciers.

La solution la plus rationnelle et la moins onéreuse paraît être de laisser à l'Office le soin d'achever la liquidation.

Article 22 - (du projet)

Il entre dans les intentions du gouvernement de rendre compétent le président du tribunal de première instance statuant suivant les règles de la procédure en matière de référé; le Conseil d'Etat propose de rédiger son nouvel article 24, § 2, de telle manière qu'il réponde à ces intentions.

.../...

Article 26 - (du projet)

Le présent article n'appelle pas d'observation, mais l'exposé des motifs prête à une interprétation extensive.

On y lit, en effet, que "la rédaction de l'article, volontairement large, réserve l'avenir et particulièrement d'éventuelles modifications aux accords internationaux".

Le traité sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946, a reçu l'assentiment des Chambres par la loi du 30 mars 1948.

Cet assentiment couvre les mesures qui seront prises par accords internationaux en exécution de ce traité

Il n'en serait pas de même pour des accords qui dérogeraient à ce traité.

Article 27 - (du projet)

L'exposé des motifs fait état de certains cas où la prescription est acquise. Il omet l'hypothèse où une personne a connu l'existence d'un bien ennemi à une date récente.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat qu'il n'entre pas dans l'intention du gouvernement de permettre des poursuites dans cette hypothèse. Pour mieux répondre à cette intention, le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 27.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI RELATIF AU SEQUESTRE ET A LA LIQUIDATION DES BIENS, DROITS ET INTERETS ALLEMANDS.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de nos Ministres de la Justice, des Finances et des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Nos Ministres de la Justice, des Finances et des Colonies sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER. DISPOSITIONS GENERALES.

Section I. Disposition interprétative de l'arrêté-loi du 23 août 1944 relatif au séquestre des biens, droits et intérêts ennemis.

Article 1er.- .....(texte de l'article 1er du projet du gouvernement) .....

./....

Article 2.-

L'intérêt possédé par l'Etat allemand, par un organisme ou un ressortissant allemand soit dans une société dont le siège social est en Belgique ou au Congo belge, soit dans une association ou un groupement quelconque sis en Belgique ou au Congo belge, est sous séquestre dans le Royaume ou dans la colonie, indépendamment de l'appropriation du titre représentant cet intérêt.

Section II. - Dispositions modificatives de l'arrêté-loi du 23 août 1944.

Article 3.- ....(texte de l'article 2 du projet du gouvernement)....

Article 4.-

Sont libérés des mesures de séquestre à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les biens, droits et intérêts possédés, recueillis ou acquis :

1° par des allemands ayant résidé régulièrement en Belgique du 1er septembre 1939 au 25 janvier 1946;
2° par leurs descendants nés après le 1er septembre 1939;
3° par ceux qui, ayant résidé régulièrement en Belgique avant le 1er septembre 1939, prouvent n'avoir quitté le Royaume que sous la contrainte d'un danger grave et imminent, menaçant leur personne ou leurs biens et résultant d'actes de l'occupant ou de personnes à sa solde.

Article 5.-

Sont libérés des mesures de séquestre à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les parts revenant dans la succession d'un allemand dont les biens sont sous séquestre et qui est décédé entre le 3 septembre 1944 et l'entrée en vigueur de la présente loi :

1° à des héritiers légaux de nationalité belge;

2° à des héritiers légaux de nationalité allemande qui remplissent les conditions de résidence prévues à l'article 3, 1°.

La qualité d'héritier légal et la part successorale s'apprécient uniquement d'après le droit belge.

Si la succession s'ouvre postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, il est attribué aux intéressés une indemnité à prélever sur le produit net de la liquidation et proportionnée à la part des biens séquestrés pour laquelle ils viennent à la succession.

Article 6.- ... (texte de l'article 5 du projet du gouvernement, sous réserve d'écrire en finale :

"La preuve qu'il s'agit de biens propres devra être établie suivant les modes prévus à l'article 12.".

Article 7.- .....(texte de l'article 6 du projet du gouvernement) .....

Article 8.-

L'Office peut en tout temps frapper d'opposition les titres représentant l'intérêt séquestré dont il est question à l'article 2.

./....

Cette opposition produit les effets prévus par les articles 13 à 18 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur.

La mainlevée de l'opposition peut être demandée par celui qui aura acquis les titres soit par négociation en bourse, soit dans une vente publique en bourse, soit, en application des articles 75, § 2,et 77 du titre V du livre 1er du Code de commerce, d'un agent de change, d'un agent de change correspondant ou d'une banque inscrite sur la liste établie par la Commission bancaire, à l'exception de celles dont l'inscription a été imposée par l'ennemi.

La demande de mainlevée de l'opposition est recevable pendant 6 mois après la date de la publication de celle-ci. Toutefois, pour les oppositions antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi, ce délai ne commencera à courir qu'à partir de cette dernière date. L'Office peut, après ce délai, demander la remise de duplicata et faire déclarer que les titres primitifs ont perdu toute valeur. Il adresse, à cet effet, une requête au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel se trouve le siège de la société, de l'association ou du groupement; s'il s'agit d'une société dont le siège social est dans la colonie, la requête est adressée au président du Tribunal de première instance de Bruxelles.

Le Roi règlera les modalités d'application de la présente disposition.

./.....

Article 9.-

Les articles 2 et 8 s'appliquent aux titres des sociétés dont le siège social est au Congo belge et qui ont été frappées de séquestre par l'ordonnance législative du 10 mai 1940.

Article 10.-

Les biens, droits et intérêts dépendant d'une communauté conjugale sont frappés de séquestre pour la totalité dans le chef du mari ressortissant allemand.

Le jugement qui a prononcé la séparation de biens est sans effet à l'égard de l'Office si la demande a été introduite après le 3 septembre 1944 ou si, introduite avant cette date, l'Office établit qu'elle l'a été en vue de frauder les droits de l'Etat.

Sont également sans effet à l'égard de l'Office, les modifications conventionnelles du régime matrimonial intervenues après le 10 mai 1940 à la faveur du droit allemand.

Toutefois, la femme belge pourra, en cas de dissolution de la communauté, faire échapper au séquestre sa part dans les biens dépendant de celle-ci, sans préjudice de l'application de l'article 22 pour ce qui concerne les reprises et récompenses matrimoniales, pour autant qu'elle introduise la demande de mainlevée dans les deux ans de la mise en vigueur de la présente loi, qu'elle réside en Belgique au moment de cette demande et qu'elle remplisse les conditions prévues par l'article 15.

Article 11.- .....(texte de l'article 9 du projet du gouvernement).....

Article 12.- ....(texte de l'article 10 du projet du gouvernement)....

Article 13.- ....(texte de l'article 11 du projet du gouvernement, à l'exception du dernier alinéa, pour lequel le texte suivant est proposé :

"Sous réserve des dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté-loi du 28 octobre 1944 relatif à l'échange et au dépôt des billets de banque allemands et belges dans les territoires qui ont été placés sous régime administratif allemand, les créances, indemnités et sommes visées par les mesures de séquestre libellées en R.M. sont converties en francs belges sur la base de un R.M. = 12,50 francs belges.").

Section III. Dispositions diverses.

Article 14.- .....(texte de l'article 12 du projet du gouvernement) ...

Article 15.-

L'application des articles 4, 5, 6, 7 et 10, 4e alinéa, est subordonnée à la condition que les intéressés n'aient pas fait l'objet soit d'une condamnation pour infraction à la sûreté extérieure de l'Etat, soit d'une mesure de déchéance des droits civils et politiques prononcée sur pied de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, modifié par la loi du 14 juin 1948, relatif

./....

à l'épuration civique, soit enfin d'une mesure de police administrative de renvoi ou d'expulsion motivée par leur comportement hostile pendant la guerre.

Article 16.-

Les restitutions et mainlevées prévues par les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 14, 17 et 18 de la présente loi s'opèrent suivant les règles établies par les articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté-loi du 13 janvier 1947 relatif à la levée du séquestre portant sur les biens appartenant à certains ressortissants de pays ennemis.

CHAPITRE II. DISPOSITIONS PROPRES A LA PARTIE DU TERRITOIRE BELGE SOUMISE DE FORCE A LA LEGISLATION ALLEMANDE.

Article 17.-

Sans préjudice aux dispositions de la présente loi qui ont trait à la mainlevée et à l'exclusion du séquestre, sont libérés des mesures de séquestre les droits, biens et intérêts appartenant ou revenant à des ressortissants allemands originaires de la partie du territoire belge soumise de force à la législation allemande, à la condition que ces ressortissants aient en Belgique leur principal établissement lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et réunissent les conditions prévues par l'article 15.

Article 18.- ..... (texte de l'article 16 du projet du gouvernement)....

CHAPITRE III. DE LA LIQUIDATION.

Article 19.- ....(texte de l'article 17 du projet du gouvernement).....

Article 20.-

Sur le produit brut de la liquidation des biens séquestrés, l'Office prélève 10 p.c. à titre de frais généraux.

Ce prélèvement ne couvre pas les frais d'administration et de liquidation propres à chaque patrimoine. Ceux-ci sont à charge de ces patrimoines.

Article 21.-

L'Etat peut, jusqu'au moment de la vente, notifier à l'Office qu'il entend acquérir,en tout ou en partie, les biens, droits et intérêts séquestrés.

Le prix est fixé de commun accord entre l'Etat et l'Office. L'accord est homologué,sur requête de la partie la plus diligente , par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel les biens sont situés. Les frais de la procédure en homologation sont supportés par l'Office.

A défaut d'accord et sur requête de la partie la plus diligente, le prix est fixé suivant les règles de la procédure en matière de référé sur avis du ministère public, par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel les biens sont situés. L'ordonnance rendue par le président est susceptible d'appel quelle que soit la valeur du litige. Cet appel est suspensif.

Pour la détermination du prix, la juridiction saisie pourra faire appel à un expert, aux frais de l'Office.

L'Etat a le droit de renoncer à l'acquisition. Dans ce cas, il doit notifier sa décision à l'Office au plus tard dans le mois de la fixation définitive du prix et supporte tous les frais de la procédure relative à l'acquisition ainsi que ceux entraînés par la rétrocessio

Article 22.-

L'Office paie les dettes de la personne dont les biens sont sous séquestre à concurrence de l'actif.

Toutefois, il ne paie ni les dettes de l'Etat allemand, ni les primes de police d'assurances relatives à la personne dont les biens sont sous séquestre.

Les créanciers dont la créance est admise sont payés en tenant compte du rang et des privilèges de chacun d'eux.

Peuvent seuls bénéficier des dispositions du présent article :

1° les créanciers de nationalité belge;

2° les créanciers alliés ou neutres, pour autant que des dispositions analogues existent dans leur législation en faveur des belges.

Article 23.- ....(voir observation sous article 21 du projet dans l'avis du Conseil d'Etat) ....

.../...

Article 24.-

§ 1er. En cas de réalisation ou de liquidation du patrimoine social d'une société, association ou succursale sous séquestre, l'actionnaire ou l'intéressé sera admis, après justification de la réalité et de la sincérité de ses droits, à la répartition du produit net de la réalisation ou de la liquidation.

L'actionnaire ou l'intéressé devra se faire connaître dans le délai de trois mois à dater de l'annonce de la répartition au Moniteur belge.

§ 2. Si l'Office ne reconnaît pas les droits de l'actionnaire ou de l'intéressé, celui-ci dispose d'un recours devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve le siège de la société, association ou succursale. Ce recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'Office lui aura notifié sa décision par lettre recommandée à la poste.

Le président du tribunal statue suivant les règles de la procédure en matière des référés.

§ 3. Peuvent bénéficier des dispositions du présent article :
1°) les actionnaires et intéressés de nationalité belge;
2°) les actionnaires et intéressés alliés ou neutres, pour autant que des dispositions analogues existent dans leur législation en faveur des belges.

Article 25.-

Sous réserve des délais fixés par l'article 8, les actions en mainlevée du séquestre et les actions en revendication et en restitution des biens séquestrés seront, à peine de déchéance, introduites dans les six mois à dater

.../...

de la mise en vigueur de la présente loi. Ce délai ne court, en ce qui concerne les biens séquestrés appréhendés par l'Office postérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, qu'à partir de la publication au Moniteur belge d'un avis annonçant la mise sous séquestre.

Le délai pour l'introduction de l'action en indemnité basée sur l'article 5, alinéa 3, ne court qu'à partir du décès de la personne dont les biens sont sous séquestre.

Article 26.-

Aucune saisie ni mesure d'exécution, même par voie parée, ni aucune action en déclaration de faillite ne peut être exercée ni poursuivie contre la personne dont les biens sont sous séquestre.

Les frais exposés pour des saisies ou mesures d'exécution avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront joints au principal.

Les prescriptions acquisitives ou extinctives qui n'étaient pas accomplies le 4 septembre 1944 cessent de courir depuis cette date, contre la personne dont les biens sont sous séquestre, jusqu'à la levée du séquestre.

Article 27.-

L'article 26 n'est pas applicable aux créances nées de la gestion de l'Office.

Toutefois, les mesures prévues par ses alinéas 1er et 2 seront applicables à partir de la publication au Moniteur belge, de l'avis annonçant qu'il sera procédé aux opérations de liquidation de l'entreprise.

.../...

CHAPITRE IV.- DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 28.-

Les dispositions de la présente loi et celles de l'arrêté-loi du 23 août 1944 ne font pas obstacle ni à l'application des mesures prévues par les accords internationaux ayant pour objet de résoudre les conflits inter-séquestres, ni à l'application des règles de comptabilisation fixées par l'Agence interalliée des réparations en vertu de l'acte final de la Conférence de Paris sur les réparations.

Article 29.-

§ 1er. Toute personne qui détient, à un titre quelconque, des biens, droits ou intérêts tombant sous l'application de l'arrêté-loi du 23 août 1944 et de la présente loi, même non régulièrement déclarés, a, pour en faire la déclaration à l'Office, par lettre recommandée à la poste, un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi si la détention existe à cette date ou, dans le cas contraire, à partir du jour où elle devient détentrice des dits biens, droits ou intérêts.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans et d'une amende de 100 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque détient sciemment, à un titre quelconque, des biens, droits ou intérêts visés au paragraphe précédent, qui n'ont pas été régulièrement déclarés.

.../...

Toutes les dispositions du livre ler du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Article 30.-

Tout titulaire du droit d'exploitation d'un brevet allemand ou d'une marque allemande ou d'un dessin ou modèle industriel allemand frappé de séquestre en vertu de l'arrêté-loi du 23 août I944 est d'office déchu de son droit s'il néglige d'en faire la déclaration à l'Office, par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

La déclaration antérieurement faite à l'Office ne dispense pas de l'obligation de déposer une nouvelle déclaration, à moins d'exemption expresse donnée par l'Office par lettre recommandée à la poste, dans le mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 3I.-

Les délais prévus aux articles 8, 10, 18, 24, 25 et 30 peuvent être prorogés par le Ministre des Finances.

Article 32.-

Le privilège, les droits de gage, d'hypothèque ou de rétention grevant un bien sous séquestre sont, en cas de liquidation et après déduction du montant du prélèvement prévu à l'article 20, reportés sur

.../...

le prix qui est versé à l'Office,et les biens en sont affranchis.

La radiation de l'inscription du privilège ou de l'hypothèque s'opère au vu d'une déclaration de l'Office dans la forme authentique.

Article 33.-

§ 1er. L'Office des séquestres réalise par voie d'adjudication publique les biens meubles et immeubles,y compris les exploitations commerciales, industrielles et autres qui font partie du patrimoine séquestré.

Après deux séances d'adjudication publique restées infructueuses par défaut d'offres suffisantes, l'Office est autorisé à vendre de gré à gré selon les conditions et modalités déterminées par son conseil d'administration.

§ 2. Lorsque l'intérêt de la masse séquestrée le justifie, l'Office peut vendre de gré à gré moyennant l'autorisation du Ministre des Finances qui règle les conditions et modalités de l'opération.

L'Office peut également, suivant les modalités arrêtées par les Ministres des Finances et de la Reconstruction, céder de gré à gré du mobilier, à dire d'expert, à des sinistrés; toutefois,cette cession ne peut être réalisée que suivant les bases déterminées par l'article 9b de la loi du 1er octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

§ 3. Moyennant l'autorisation du Ministre des Finances l'Office peut transiger, faire apport à une société de tout ou partie du patrimoine séquestré, et

compromettre en ce qui concerne uniquement les intérêts propres des patrimoines séquestrés.

Article 34.-

Les fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ont qualité pour recevoir tous actes relatifs aux biens séquestrés et leur donner le caractère authentique. L'Office peut toutefois avoir recours aux notaires et autres officiers publics ou ministériels.

CHAPITRE V.- ADMINISTRATION DE L'OFFICE.

Article 35.-

L'article 2I de l'arrêté-loi du 23 août I944 est abrogé.

Article 36.-

Les opérations propres à l'Office lui-même sont rattachées au chapitre II du titre Ier du budget des recettes et dépenses pour ordre.

Article 37.-

L'Office est soumis au contrôle de l'Inspection des finances. Celle-ci exerce sa mission en collaboration avec le président de l'Office et avec le commissaire du gouvernement.

.../...

L'Office soumet chaque année, avant le 1er septembre, à l'approbation du Ministre des Finances, un budget détaillé et justifié dans chacun de ses postes.

Le conseil d'administration arrête chaque année les comptes de l'Office et les transmet, avec les pièces justificatives, au Ministre des Finances qui les soumet au contrôle de la Cour des comptes.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :
Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Colonies,

Artikel 7 - (van het ontwerp)

Eerste lid.

Het eerste lid laat de Dienst toe, bepaalde belangen in het bezit van de Duitse staat of van Duitse onderhorigen onder sequester te stellen, afgezien van de toeëigening van de titel.

De Raad van State is van advies dat deze bepaling een interpretatie inhoudt van de besluitwet van 23 Augustus 1944 en stelt dienvolgens voor, dat zij in afdeling I van het ontwerp zou worden opgenomen en artikel 2 van de hierna voorgestelde tekst zou vormen.

Vierde lid.

Evenals in het vijfde lid wordt hier geregeld de opheffing van het verzet dat in het tweede lid is bedoeld.

Luidens artikel 3 van de besluitwet van 23 Augustus 1944, moet tot opheffing van het sequester de Dienst worden gedagvaard "vóór de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de vijandelijke goederen zich bij de onder sequester stelling bevonden".

In het onderhavig geval, is de vordering tot opheffi niet gericht tegen een sequestratie, maar tegen een verzet gedaan door de Dienst op effecten aan toonder. Het bepalen van de bevoegdheid "ratione loci" kan ernstige moeilijkheden doen rijzen.

Om die te vermijden, zijn verscheidene oplossingen mogelijk. De rechtsvordering tot opheffing zou kunnen ingestel worden vóór de rechtbank van de plaats waar de Dienst verzet heeft gedaan of vóór de rechtbank van de zetel der emitterende vennootschap.

.../..

Artikel 15 - (van het ontwerp)

Het kan niet in de bedoeling van de regering liggen, het voordeel van artikel 15 te ontzeggen aan de Duitse onderhorigen die, op het ogenblik der bekendmaking van de wet, hun hoofdverblijf in België mochten hebben in een streek die niet met geweld aan de Duitse wet onderworpen is geweest.

De Raad van State stelt voor, de woorden: "op voorwaarde dat die onderhorigen er" door "op voorwaarde dat die onderhorigen in België ..."te vervangen.

Artikel 18 - (van het ontwerp)

De uitdrukking "algemene bestuursonkosten" heeft een te beperkend karakter. Zij schijnt de kosten welke met het oog op de liquidatie zijn gedaan, uit te sluiten. De Raad van Stat stelt een ruimere uitdrukking voor: "algemene kosten".

Artikel 19 - (van het ontwerp)

In het eerste lid wordt niet gezegd in welke vorm de Staat aan de Dienst zijn beslissing zal betekenen, sommige gesequestreerde goederen aan te kopen; wenst men betwistingen ov de geldigheid van een door de Staat gedane betekening te vermijden, dan dient men de vorm er van nader te bepalen.

.../...

Artikel 21 (van het ontwerp)

Volgens het ontwerp kan de Dienst, wanneer hij van oordeel is "dat de waarde van het gesequestreerde actief minder bedraagt dan het passief", de sequestratie opheffen; hij bepaalt er zich toe in dit geval de schuldeisers en de Procureur des Konings te verwittigen.

In de Belgische wetgeving is geen rechtspleging voor het kennelijk onvermogen bepaald. Wanneer de gesequestreerde goederen niet aan een handelaar behoren, is de door de regering voorgestelde oplossing van dien aard dat zij de gelijke verdeling van het vermogen onder de schuldeisers in het gevaar brengt.

De meest rationele en de minst dure oplossing schijnt wel, aan de Dienst de zorg over te laten voor het beëindigen van de liquidatie.

Artikel 22 - (van het ontwerp)

Het ligt in de bedoeling van de regering bevoegdheid te verlenen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die volgens de regelen van de rechtspleging in kortgeding uitspraak doet; de Raad van State stelt voor, zijn nieuw artikel 24, § 2, zo te stellen dat het aan deze bedoelingen beantwoordt

.../...

Artikel 26 - (van het ontwerp)

Bij dit artikel is geen opmerking te maken,maar de memorie van toelichting is voor extensieve uitlegging vatbaar.

Hierin wordt immers gezegd dat "de opzettelijk ruim bedoelde redactie van het artikel de toekomst en in het bijzonder eventuele wijzigingen aan de internationale accoorden reserveert".

Het op 16 Januari 1946 te Parijs ondertekend verdrag betreffende de herstelvergoedingen werd bij de wet van 30 Maar 1948 door de Kamers goedgekeurd.

Deze goedkeuring dekt de maatregelen die,ter uitvoering van dit verdrag, door middel van internationale overeenkomsten zullen worden genomen.

Dit zou niet het geval zijn voor overeenkomsten die van dit verdrag afwijken.

Artikel 27 - (van het ontwerp)

De memorie van toelichting spreekt van sommige gevallen waarin de verjaring verkregen is. Zij laat buiten beschouwing de hypothese dat een persoon onlangs van het bestaan van een vijandelijk goed kennis heeft gehad.

Uit de inlichtingen aan de Raad van State verstrekt, blijkt dat de regering niet de bedoeling heeft in die hypothes vervolgingen toe te laten. Om van die bedoeling beter te doen blijken, stelt de Raad van State voor artikel 27 te wijzigen.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State enkele vormwijzigingen voor die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE SEQUESTRATIE EN DE LIQUIDATIE VAN DE DUISE GOEDEREN, RECHTEN EN BELANGEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Koloniën zijn gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

EERSTE HOOFDSTUK. ALGEMENE BEPALINGEN.

Afdeling I. Bepaling tot interpretatie van de besluitwet van 23 Augustus 1944 betreffende de sequestratie van de Duitse goederen, rechten en belangen.

Artikel 1.-

Met het oog op de toepassing van de besluitwet van 23 Augustus 1944 en van deze wet, worden beschouwd als onder Duitse contrôle staande op datum van 4 September 1944, of zij al dan niet onder de Belgische wetten werden

.../...

opgericht, de vennootschappen, verenigingen, filialen of groeperingen waarin de aan het stelsel van de vereniging onderworpen kapitalen voor het grootste gedeelte, rechtstreeks of door tussenpersoon, aan Duitse onderhorigen toebehoorden, of ook nog waarin de Duitse onderhorigen rechtstreeks of door tussenpersoon de contrôle uitoefenden zonder echter het grootste gedeelte der kapitalen te bezitten.

Artikel 2.-

Het belang in het bezit van de Duitse Staat, van een Duits organisme of onderhorige, hetzij in een vennootschap met maatschappelijke zetel in België of in Belgisch-Congo, hetzij in enigerlei in België of in Belgisch-Congo gevestigde vereniging of groepering, is in het Rijk of in de kolonie onder sequester gesteld, afgezien van de toeëigening van het effect ter vertegenwoordiging van dit belang.

Afdeling II. - Bepalingen tot wijziging van de besluitwet van 23 Augustus 1944.

Artikel 3.- .... (tekst van artikel 2 van het ontwerp der regering).....

Artikel 4.-

Van de sequestratiemaatregelen zijn vrijgesteld te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet, de goederen, rechten en belangen in het bezit van of ontvangen of verkregen door :

1° Duitsers die van 1 September 1939 tot 25 Januari 1946 regelmatig in België hebben verbleven;

2° hun afstammelingen na 1 September 1939 geboren;

./...

3° degenen die vóór 1 September 1939 regelmatig in België verbleven hebben en bewijzen dat zij het Rijk slechts verlaten hebben onder de dwang van een ernstig en nakend gevaar dat hun persoon of hun goederen bedreigde en uitging van de bezetter of van personen in diens soldij.

Artikel 5.-

Zijn te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet van de sequestratiemaatregelen vrijgesteld, de delen in de nalatenschap van een Duitser, wiens goederen onder sequester staan en die overleden is tussen 3 September 1944 en de inwerkingtreding van deze wet, en die toekomen :

1° aan wettelijke erfgenamen van Belgische nationaliteit;

2° aan wettelijke erfgenamen van Duitse nationaliteit die de bij artikel 3, 1°, bepaalde voorwaarden betreffende het verblijf vervullen.

De hoedanigheid van wettelijk erfgenaam en het deel in de nalatenschap worden enkel volgens het Belgisch recht beoordeeld.

Zo de nalatenschap na de inwerkingtreding van deze wet openvalt, wordt er aan de betrokkenen een vergoeding toegekend die dient afgehouden op de netto-opbrengst van de liquidatie en in verhouding met het deel van de gesequestreerde goederen waarvoor zij tot de nalatenschap komen.

.../...

Artikel 6.-

Van de sequestratiemaatregelen zijn vrijgesteld ....

(verder zoals in de tekst van artikel 5 van het ontwerp, met uitzondering van het laatste lid :

Het bewijs dat het over eigen goederen gaat, dient geleverd op de wijze bepaald in artikel 12.).

Artikel 7.- ..... (tekst van artikel 6 van het ontwerp van de regering) .....

Artikel 8.-

De Dienst kan te allen tijde verzet aantekenen tegen de effecten die het gesequestreerd belang, waarvan in artikel 2 sprake, vertegenwoordigen.

Dit verzet leidt tot de gevolgen bepaald bij de artikelen 13 tot en met 18 van de wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van titels aan toonder.

Opheffing van verzet kan aangevraagd worden door hem die de effecten zal hebben verkregen hetzij door verhandeling op de beurs, hetzij in een openbare verkoping op de beurs, hetzij bij toepassing van de artikelen 75, § 2, en 77, titel V, boek I van het Wetboek van Koophandel, van een wisselagent, van een wisselagent-correspondent of van een bank ingeschreven op de door de Bankcommissie opgemaakte lijst, met uitzondering van de banken waarvan de inschrijving door de vijand werd opgelegd.

De aanvraag tot opheffing van het verzet is ontvankelijk gedurende 6 maanden na de datum van de bekendmaking van dit verzet. Voor de verzetaantekeningen die vóór de inwer-

.../...

kingtreding van deze wet geschiedden, begint die termijn evenwel slechts te lopen te rekenen van deze laatste datum. Na die termijn mag de Dienst overlegging van duplicaten vragen en doen verklaren dat de oorspronkelijke effecten alle waarde verloren hebben. Hij stuurt te dien einde een verzoekschrift aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waarin de zetel van de vennootschap, vereniging of groepering gevestigd is ; gaat het over een vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel in de kolonie gevestigd is, dan wordt het verzoekschrift gestuurd aan de voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De Koning zal de toepassingsmodaliteiten van deze bepaling regelen.

Artikel 9.-

De artikelen 2 en 8 zijn van toepassing op de effecten der vennootschappen waarvan de maatschappelijke zetel in Belgisch Congo is gevestigd en die bij de wetgevende ordonnantie van 10 Mei 1940 zijn gesequestreerd.

Artikel 10.-

De onder een huwelijksgemeenschap horende goederen, rechten en belangen worden in hun geheel gesequestreerd in hoofde van de echtgenoot die Duits onderhorige is.

.../...

Het vonnis dat de scheiding van goederen heeft uitgesproken, geldt niet ten opzichte van de Dienst indien de aanvraag na 3 September 1944 werd ingediend of, wanneer de aanvraag vóór die datum werd ingediend, indien de Dienst vaststelt dat zij werd ingediend om de rechten van de Staat te ontduiken.

Ten opzichte van de Dienst gelden ook niet de aan het huwelijksstelsel aangebrachte conventionele wijzigingen, ingetreden na 10 Mei 1940 onder begunstiging van het Duitse recht.

De Belgische vrouw kan echter, in geval van ontbinding van de gemeenschap, haar deel in de onder deze gemeenschap horende goederen aan de sequestratie onttrekken onverminderd de toepassing van artikel 22 met betrekking tot de matrimoniale terugnemingen en vergoedingen, voor zover zij de vordering tot opheffing binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet indient, in België verblijf houdt op het ogenblik van die vordering en/de bij artikel 15 gestelde voorwaarden vervult.

Artikel 11.- ..... (tekst van artikel 9 van het ontwerp der regering) .....

.../...

Artikel 12.- .... (tekst van artikel 10 van het ontwerp der regering) ....

Artikel 13.- .... (tekst van artikel 11 van het ontwerp der regering, met uitzondering van het laatste lid, waarvoor de onderstaande tekst wordt voorgesteld:

"Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 19 en 20 van de besluitwet van 28 October 1944 betreffende de ruiling en de neerlegging van de Duitse en Belgische bankbiljetten in de gebieden die onder Duits administratief stelsel werden geplaatst, worden de bij de sequestratiemaatregelen bedoelde schuldvorderingen, vergoedingen en sommen in R.M. omgezet in Belgische frank, op grondslag van een R.M. = 12,50 Belgische frank,").

Afdeling III. Diverse bepalingen.

Artikel 14.- ..... (tekst van artikel 12 van het ontwerp der regering) .....

Artikel 15.-

De artikelen 4, 5, 6, 7 en 10, vierde lid, vinden slechts toepassing mits de betrokkenen geen veroordeling wegens misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat hebben opgelopen of niet vielen onder een maatregel tot vervallenverklaring van de burgerlijke en politieke rechten, uitgesproken op grond van de besluitwet van 19 September 1945, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1948,

.../...

betreffende de epuratie in zake burgertrouw, of tenslotte onder een maatregel van administratieve politie waarbij hun uitwijzing of uitdrijving, gesteund op hun vijandig gedrag onder de oorlog, gelast werd.

Artikel 16.-

De teruggaven en opheffingen bepaald in de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 14, 17 en 18 van deze wet worden uitgevoerd volgens de regelen vastgesteld in de artikelen 3, 4, 5 en 6 van de besluitwet van 13 Januari 1947 betreffende de opheffing van de sequestratie slaande op de aan sommige onderhorigen van vijandelijke landen toebehorende goederen.

HOOFDSTUK II. BEPALINGEN ALLEEN GELDIG VOOR HET GEDEELTE VAN HET BELGISCH GRONDGEBIED DAT MET GEWELD AAN DE DUITSE WETGEVING ONDERWORPEN WAS.

Artikel 17.-

Onverminderd de bepalingen van deze wet die slaan op de opheffing en de uitsluiting van de sequestratie, zijn van de sequestratiemaatregelen vrijgesteld de rechten, goederen en belangen toebehorende of toekomende aan Duitse onderhorigen, afkomstig uit het gedeelte van het Belgisch grondgebied dat met geweld aan de Duitse wetgeving onderworpen was, op voorwaarde dat die onderhorigen hun hoofdverblijf in België hebben bij de inwerkingtreding van deze wet en dat zij de bij artikel 15 gestelde voorwaarden vervullen.

Artikel 18.- ..... (tekst van artikel 16 van het ontwerp der regering) .....

.../...

HOOFDSTUK III. VEREFFENING.

Artikel 19.- ..... (tekst van artikel 17 van het ontwerp der regering) .....

Artikel 20.-

Op de bruto-opbrengst van de liquidatie der goederen onder sequester, trekt de Dienst 10 t.h. als algemene kosten af.

Deze aftrek dient niet tot dekking van de aan ieder vermogen eigen bestuurs- en liquidatiekosten. Deze zijn ten laste van die vermogens.

Artikel 21.-

De Staat kan, tot op het ogenblik van de verkoop, aan de Dienst betekenen dat hij de gesequestreerde goederen, rechten en belangen geheel of gedeeltelijk wil-aankopen.

De prijs wordt vastgesteld bij onderlinge overeenkomst tussen de Staat en de Dienst. Op verzoek van de meest gerede partij, wordt de overeenkomst gehomologeerd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in welker rechtsgebied de goederen gelegen zijn. De kosten van de procedure tot homologatie worden door de Dienst gedragen.

Indien geen overeenkomst bereikt wordt en op verzoek van de meest gerede partij, wordt de prijs op advies van het openbaar ministerie volgens de regelen der rechtspleging inzake kort geding vastgesteld door de voorzitter der rechtbank van eerste aanleg in welker

.../...

rechtsgebied de goederen gelegen zijn. Tegen het bevelschrift, door de voorzitter verleend, staat beroep open, welke ook de waarde van het geschil moge zijn. Dit beroep heeft schorsende kracht.

Voor de vaststelling van de prijs, kan het gerecht waarbij de zaak aanhangig gemaakt is op de kosten van de Dienst een beroep doen op een deskundige.

De Staat heeft het recht af te zien van de aankoop. In dit geval, moet hij zijn beslissing aan de Dienst betekenen uiterlijk binnen de maand na de definitieve vaststelling van de prijs en draagt hij alle kosten van de rechtspleging betreffende de aankoop, alsmede de kosten voortkomende van de wederoverdracht.

Artikel 22.-

De Dienst betaalt de schulden van de persoon wiens goederen onder sequester zijn gesteld, tot het bedrag van het actief.

Hij betaalt echter noch de schulden van de Duitse Staat, noch de premiën van de verzekeringspolissen betreffende de persoon wiens geoderen onder sequester zijn gesteld.

De schuldeisers wier schuldvordering is aangenomen, worden met inachtneming van ieders rangorde en voorrechten uitbetaald.

Voor het bepaalde in dit artikel, kunnen alleen in aanmerking komen :

1° de schuldeisers van Belgische nationaliteit;

2° de geallieerde of neutrale schuldeisers, voor zover in hun wetgeving analoge bepalingen ten voordele van de Belgen bestaan.

Artikel 23.- ..... (zie opmerking onder artikel 21 in het advies van de Raad van State) .....

.../...

Artikel 24.-

§ 1. Bij tegeldemaking of liquidatie van de maatschappelijke boedel van een gesequestreerde vennootschap, vereniging of filiaal, wordt de aandeelhouder of de belanghebbende toegelaten, na verantwoording van het werkelijk bestaan en van de echtheid van zijn rechten, tot de verdeling van de netto-opbrengst van de tegeldemaking of de liquidatie.

De aandeelhouder of de belanghebbende moet zich laten kennen binnen de termijn van drie maanden met ingang van de bekendmaking van de verdeling in het Belgisch Staatsblad.

§ 2. Indien de Dienst de rechten van de aandeelhouder of van de belanghebbende niet erkent, beschikt deze, om de zaak te brengen vóór de rechtbank van eerste aanleg in welker rechtsgebied de zetel van de vennootschap, de vereniging of de filiaal is gevestigd, over een termijn van drie maanden met ingang van de datum waarop de Dienst hem van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief heeft kennis gegeven.

De voorzitter van de rechtbank doet uitspraak volgens de regelen van de rechtspleging inzake kort geding.

§ 3. Voor de bepalingen van dit artikel kunnen in aanmerking komen :

.../...

1°) de aandeelhouders en belanghebbenden van Belgische nationaliteit ;
2°) de geallieerde of neutrale aandeelhouders en belanghebbenden, voor zover in hun wetgeving analoge bepalingen ten voordele van de Belgen bestaan.

Artikel 25.-

Onder voorbehoud van de bij artikel 8 vastgestelde termijnen, moeten de rechtsvorderingen tot opheffing van de sequestratie en de rechtsvorderingen tot opvordering en teruggave van de gesequestreerde goederen, op straffe van verval, worden ingesteld binnen de zes maanden met ingang van de inwerkingtreding van deze wet. Met betrekking tot de gesequestreerde goederen, die de Dienst zich na de inwerkingtreding van deze wet heeft toegeëigend, begint deze termijn slechts te lopen vanaf de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van een bericht waarbij de sequestratie aangekondigd wordt.

De termijn voor het instellen van de rechtsvordering tot schadeloosstelling, gesteund op artikel 5, derde lid, loopt slechts vanaf het overlijden van de persoon wiens goederen onder sequester werden gesteld.

Artikel 26.-

Geen beslag noch uitvoeringsmaatregel, zelfs bij dadelijke uitwinning, geen vordering tot failliet-

.../...

verklaring kunnen uitgeoefend of vervolgd worden tegen de persoon wiens goederen onder sequester gesteld werden.

De kosten gemaakt voor beslagnemingen of uitvoeringsmaatregelen vóór de inwerkingtreding van deze wet worden bij de hoofdsom gevoegd.

De verkrijgende of vernietigende verjaringen die op 4 September 1944 niet ingetreden waren, houden op te lopen te rekenen van die datum tegen de persoon wiens goederen onder sequester gesteld werden, tot met de opheffing van de sequestratie.

Artikel 27.-

Het artikel 26 is niet van toepassing op de uit het beheer van de Dienst ontstane schuldvorderingen.

De maatregelen bepaald door het eerste en tweede lid er van zullen echter van toepassing zijn met ingang van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het bericht waarbij aangekondigd wordt dat er zal worden overgegaan tot de verrichtingen der liquidatie van de ondernemingen.

.../...

HOOFDSTUK IV - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 28.-

De bepalingen van deze wet en die van de besluitwet van 23 Augustus 1944 doen geen afbreuk noch aan de toepassing van de door de internationale accoorden bepaalde maatregelen, die het oplossen van de inter-sequestrale conflicten tot doel hebben, noch aan de toepassing van de boekingsregelen vastgesteld door het Intergeallieerd Bureau voor Herstelbetalingen krachtens de slotakte van de Conferentie van Parijs over de herstelbetalingen.

Artikel 29.-

§ 1. Al wie, op welke gronden ook, goederen, rechten of belangen houdt, die onder de toepassing vallen van de besluitwet van 23 Augustus 1944 en van deze wet, zelfs indien die niet regelmatig werden aangegeven, beschikt, om daarvan aan de Dienst bij een ter post aangetekende brief aangifte te doen, over een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet, indien het houden op die datum bestaat of, in het tegenovergesteld geval, van de dag waarop hij houder wordt van bedoelde goederen, rechten of belangen.

§ 2. Met gevangenisstraf van 3 maanden tot 5 jaar en met geldboete van 100 frank tot 100.000 frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft al wie, met zijn weten, op welke gronden ook, houdt goederen, rechten of belangen als bedoeld in de vorige paragraaf, die niet regelmatig werden aangegeven. Al de bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op die misdrijven.

.../...

Artikel 30.-

Elke houder van het recht tot uitbating van een Duits octrooi, of een Duits merk, of van een Duitse nijverheidstekening of dito model, onder sequester gesteld krachtens de besluitwet van 23 Augustus 1944, is ambtshalve van zijn recht vervallen als hij verzuimt bij de Dienst aangifte er van te doen, bij een ter post aangetekende brief, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

De bij de Dienst vroeger gedane aangifte ontheft niet van de verplichting om een nieuwe aangifte te doen, tenzij de Dienst hem daarvan bij een ter post aangetekende brief uitdrukkelijk vrijstelt, binnen de maand na de inwerkingtreding van deze wet.

Artikel 31.-

De termijnen bepaald bij de artikelen 8, 10, 18, 24, 25 en 30 kunnen door de Minister van Financiën worden verlengd.

Artikel 32.-

Voorrecht, pandrecht, hypotheekrecht of recht van terughouding ten bezware van een gesequestreerd goed worden, in geval van liquidatie en na aftrek van het bedrag van de in artikel 20 bepaalde afneming, overgebracht op de prijs die aan de Dienst wordt afgedragen, en de goederen zijn er van vrijgesteld.

De doorhaling van de inschrijving van het voorrecht of van de hypotheek geschiedt op vertoon van een in authentieke vorm gestelde verklaring van de Dienst.

.../...

Artikel 33.-

§ 1. De Dienst maakt te gelde bij openbare veiling de roerende en onroerende goederen, met inbegrip van de handels-, nijverheids- en andere uitbatingen die deel uitmaken van het gesequestreerd vermogen.

Na twee openbare toewijzingszittingen die bij gebreke van voldoende bod vruchteloos zijn gebleven, is de Dienst gemachtigd het goed uit de hand te verkopen volgens de voorwaarden en modaliteiten door zijn raad van beheer bepaald.

§ 2. De Dienst kan daarenboven uit de hand verkopen wanneer het belang van de gesequestreerde boedel dit rechtvaardigt met de voorafgaande machtiging van de Minister van Financiën, die de voorwaarden en modaliteiten van de verrichting regelt.

De Dienst kan tevens, volgens de door de Ministers van Financiën en van Wederopbouw vast te leggen modaliteiten, mobilair, naar het zeggen van deskundigen, uit de hand afstaan aan geteisterden; deze afstand kan evenwel alleen geschieden op de basis bepaald bij artikel 9b der wet van 1 October 1947 op het herstel der oorlogsschade aan private goederen.

§ 3. Met machtiging van de Minister van Financiën, kan de Dienst dadingen aangaan, het gesequestreerd vermogen geheel of ten dele bij een vennootschap inbrengen en een compromis aangaan, uitsluitend wat de eigen belangen van de gesequestreerde vermogens betreft.

.../...

Artikel 34.-

De ambtenaren van het Bestuur der Registratie en Domeinen zijn er toe bevoegd alle akten betreffende de gesequestreerde goederen op te maken en er een authentiek karakter aan te geven. De Dienst kan zich echter wenden tot notarissen en andere openbare of ministeriële ambtenaren.

HOOFDSTUK V.- BEHEER VAN DE DIENST.

Artikel 35.-

Artikel 21 van de besluitwet van 23 Augustus 1944 wordt opgeheven.

Artikel 36.-

De verrichtingen die de Dienst zelf eigen zijn, worden verbonden aan hoofdstuk II van titel I van de begroting der ontvangsten en uitgaven voor order.

Artikel 37.-

De Dienst is onderworpen aan het toezicht der Inspectie der Financiën. Deze oefent haar opdracht uit in samenwerking met de voorzitter van de Dienst en met de regeringscommissaris.

De Dienst legt telkenjare, vóór 1 September, een in ieder van haar posten gedetailleerde en verantwoorde begroting ter goedkeuring aan de Minister van Financiën voor.

.../...

De Raad van beheer sluit ieder jaar de rekeningen van de Dienst en maakt ze, samen met de verantwoordingsstukken, over aan de Minister van Financiën, die ze voor contrôle aan het Rekenhof voorlegt.

Gegeven te

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

De Minister van Koloniën,

Etaient présents :		Waren aanwezig :	
Messieurs :	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX, M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Justice.
van Justitie.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.